La CIA s'est servie d'une entreprise suisse pour espionner plus de 100 pays

Autor(en): **Lettau, Marc**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **47 (2020)**

Heft 3

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1032959

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

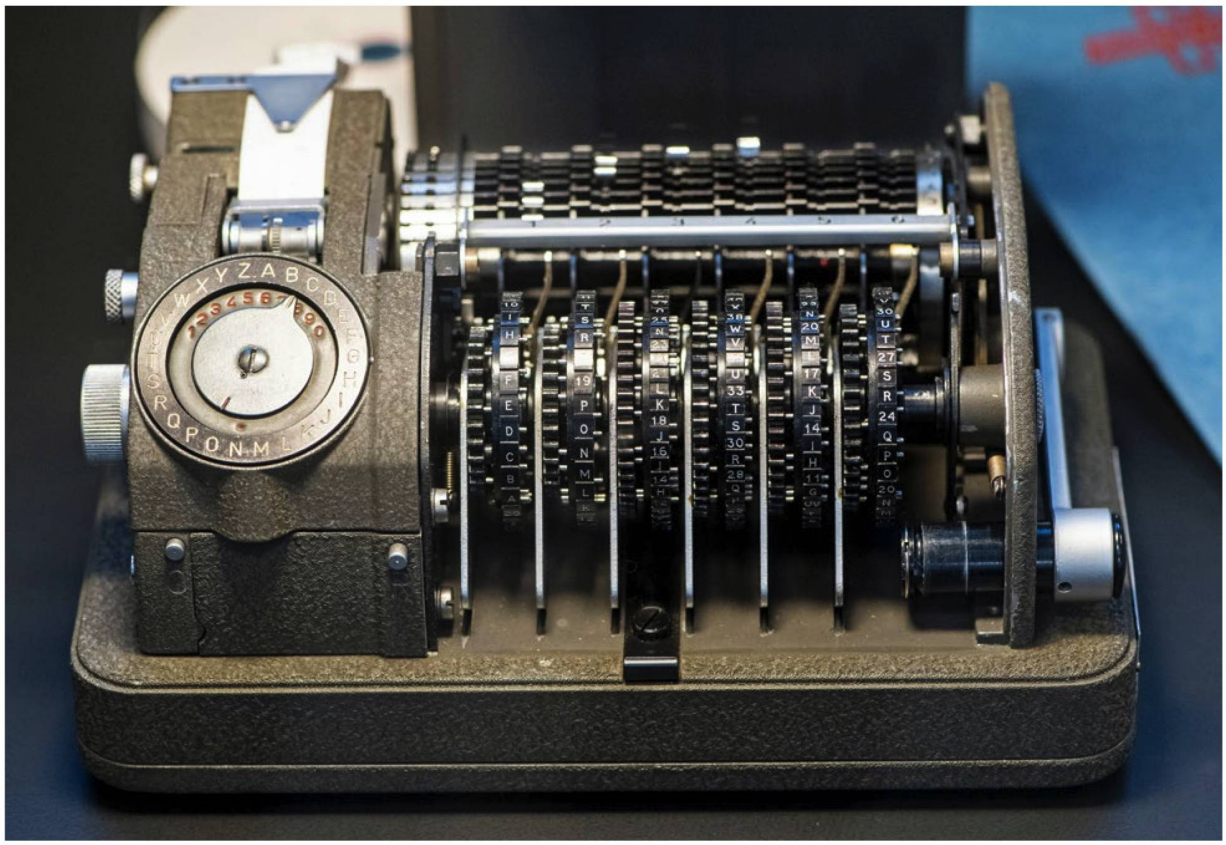
Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

La CIA s'est servie d'une entreprise suisse pour espionner plus de 100 pays

Une affaire d'espionnage secoue la Suisse: pendant des décennies, les services de renseignement américains et allemands ont secrètement utilisé une entreprise suisse et sa technologie pour espionner de nombreux États. Que savaient les autorités suisses à ce sujet?



Appareil de chiffrement mécanique datant de l'année de la fondation de Crypto AG (1952). L'entreprise est restée un leader du marché mondial même à l'ère du numérique.
Photo Keystone

MARC LETTAU

Vue de l'extérieur, la firme zougoise Crypto AG était une entreprise suisse sérieuse, spécialisée dans la technologie de pointe. Elle fabriquait un produit peu utilisé par la plupart des gens: des appareils de chiffrement. Ses clients étaient des États ainsi que leurs armées et services secrets voulant rendre leurs communications secrètes illisibles, c'est-à-dire les crypter ou les chiffrer.

Cependant, Crypto AG n'était une entreprise normale et respectant les valeurs ayant cours en Suisse que côté pile. Côté face, elle possédait une structure cryptique – au sens propre – car ses propriétaires agissant dans l'ombre étaient, à partir de 1970, l'agence centrale de renseignement américaine (CIA) et le service de renseignement allemand (BND). Les deux services secrets firent en sorte que la technologie de cryptage «swiss made», réputée infaillible, soit munie d'une porte dérobée.

Grâce à ces manipulations ciblées, la CIA et le BND ont pu espionner 148 États – ennemis ou alliés – pendant des dizaines d'années. Tous ces pays avait investi des millions pour obtenir la technologie de ce pays neutre et digne de confiance qu'était la Suisse. Autrement dit, ils ont payé eux-mêmes les appareils qui les ont trahis.

Les faits ont été dévoilés à la mi-février par la télévision suisse alémanique SRF, la chaîne allemande ZDF et le «Washington Post» à l'issue d'une enquête commune. L'équipe de recherche s'est appuyée sur des dossiers de la CIA qu'on lui a fait passer en douce, et sur des entretiens avec d'anciens employés de Crypto AG et leurs proches.

L'ampleur du «coup du siècle des services secrets» – ce sont les termes de la CIA – paraît énorme. L'affaire met en lumière les tensions de l'époque de la guerre froide. La complicité de la CIA et du BND éclaire d'un nouveau jour bon nombre d'événements historiques de ces 50 dernières an-

Le représentant de Crypto, Hans Bühler, ici en 1993 après sa libération des geôles iraniennes, soupçonnait que son entreprise collaborait avec des services secrets étrangers. Photo Keystone

nées. Jusqu'où faut-il réécrire l'histoire mondiale récente? Seule une étude approfondie des CryptoLeaks le déterminera. L'histoire suisse doit-elle, elle aussi, être révisée? C'est la question qui fait tant de vagues aussi en Suisse. On se demande ce que les autorités suisses savaient, et si l'État suisse était au courant des agissements des services de renseignement étrangers sur son sol et les a couverts.

«Le programme a dépassé les espérances les plus folles»

Dans quelle mesure les activités d'espionnage de la CIA et du BND, s'appuyant sur la technologie truquée de l'entreprise Crypto AG, ont-elles abouti? Le succès des espions est toujours un échec pour ceux qui en sont victimes: la réponse dépend donc du point de vue adopté. Celui de la CIA, d'après les sources publiées, est le suivant: «Cela a été le projet d'espionnage à la fois le plus productif et le plus long depuis la Seconde Guerre mondiale.» Ainsi, entre 80 et 90 % des communications secrètes de l'Iran ont pu être déchiffrées. D'après la source de la CIA, «le programme a dépassé les espérances les plus folles de ses inventeurs.»

Ces écoutes ont permis aux États-Unis d'influencer l'issue de tous les grands conflits ou presque à leur profit. Un exemple: selon l'état actuel des sources, le coup d'État militaire au Chili (1973) a été soutenu par les États-Unis sur la base des écoutes. En même temps, la CIA et le BND ont épié les conversations du régime militaire alors parvenu au pouvoir et n'ont donc jamais rien ignoré des méthodes de persécution et de torture qui coûtèrent la vie à 30 000 opposants au régime.

Beaucoup de questions, premières réponses

Les révélations sur Crypto AG font beaucoup de vagues, mais il n'est pas encore possible d'en tirer des conclusions définitives. Les grandes questions qu'elles posent esquissent cependant la portée de l'affaire pour la Suisse.

Pourquoi la CIA et le BND ont-ils utilisé la couverture discrète d'une entreprise suisse?
Crypto AG a été fondée en 1952 par le cryptologue suédois Boris Hagelin. Il n'a pas implanté son entreprise en Suisse par hasard: «Lorsqu'on travaillait dans un domaine aussi sensible que la cryptographie, il valait mieux rechercher la protection d'un pays neutre mais faisant preuve de peu de scrupules moraux», indique la source de la CIA. Boris Hagelin a vendu son entreprise en 1970 à une société-écran de la CIA et du BND.

Ce sont la CIA et le BND qui se sont livrés à ces activités d'espionnage. Pourquoi l'affaire est-elle perçue en Suisse comme un scandale «suisse»?
Du point de vue suisse, il est déterminant de savoir si les autorités du pays connaissaient les intentions, le modus operandi et la portée des activités d'espionnage, et si elles les ont tolérées, voire même favorisées.

Des employés de Crypto AG soupçonnèrent que des puissances étrangères s'étaient immiscées dans les rouages de leur parfaite technique. Ils en ont informé la justice suisse. Que s'est-il passé ensuite?
Il est prouvé qu'au milieu des années 1970, un employé a informé des instances officielles que les appareils vendus étaient «dotés de générateurs de clés manipulés permettant aux services d'espionnage allemands et américains de déchiffrer les messages»: c'est ce que dit une fiche des Archives fédérales du 24 juillet 1977. Le problème est que les dossiers relatifs à cette fiche ont en partie disparu…

La police fédérale suisse a enquêté sur la base de ces accusations, mais sans résultat. Des témoins de l'époque affirment aujourd'hui que les interrogatoires menés par la police ne l'ont été que «pour la forme»…

Toute l'affaire ne sent-elle pas un peu le réchauffé de l'époque de la guerre froide?
Il est vrai que les premières accusations ont été lancées au milieu des années 1970. Et que Hans Bühler, ancien employé de Crypto, a accusé ouvertement son entreprise de collaborer avec des services secrets étrangers (Hans Bühler, soupçonné d'espionnage, a passé neuf mois dans une geôle iranienne, et a publié ses accusations dans un livre paru en 1994). Mais toute la portée de l'affaire n'éclate au grand jour que maintenant, car des preuves ont été fournies par des sources de la CIA. De plus, les activités d'espionnage ont perduré jusqu'en 2018, soit bien après la fin de la guerre froide. Le BND s'en est toutefois retiré en 1993 déjà, à la suite de la réunification de l'Allemagne.

Dans l'état actuel des connaissances, que savait le Conseil fédéral de ces activités d'espionnage?
C'est une question clé. On ne sait pas encore dans quelle mesure des conseillers fédéraux étaient au courant de ces activités. Les documents de la CIA impliquent l'ancien conseiller fédéral Kaspar Villiger (PLR). Aujourd'hui âgé de 79 ans, ce dernier nie vigoureusement avoir été informé des détails.

Pourquoi est-ce si important de savoir si le Conseil fédéral était au courant des activités d'espionnage?
S'il devait s'avérer que le Conseil fédéral, ou certains conseillers fédéraux, connaissaient ces activités d'espionnage, des questions sérieuses se posent: le gouvernement les a-t-il tolérées? Ou les a-t-il couvertes? A-t-il accepté que la neutralité suisse serve de leurre? Et si la Suisse a été complice, a fermé les yeux ou couvert les faits: comment justifier l'espionnage contre des pays belligérants lorsqu'on affiche une politique de neutralité?

Comment le Conseil fédéral et le Parlement réagissent-ils à l'affaire?
La présidente de la Confédération, Simonetta Sommaruga, a dit très tôt que le gouvernement allait réunir tous les faits et était favorable à une enquête. La ministre de la Défense Viola Amherd a confirmé que son département abrite des documents laissant penser que son prédécesseur Kaspar Villiger était au courant. Désormais, l'affaire

fait l'objet d'une enquête de la Délégation des Commissions de gestion des chambres fédérales. Cet organe de contrôle entend déterminer ce que la Suisse savait de ces activités d'espionnage, et si les renseignements suisses en ont même éventuellement même.

L'affaire des CryptoLeaks met-elle en péril le rôle actuel de la Suisse?
La Suisse joue un rôle d'intermédiaire dans de nombreux conflits. Elle propose même ses «bons offices» dans les régions du monde sous tension. Ainsi, elle joue actuellement le «rôle du facteur» entre les États-Unis et l'Iran. La Suisse ne peut endosser ce rôle diplomatique que si sa crédibilité d'État neutre est intacte. C'est précisément cette crédibilité qui est en jeu maintenant. Ajoutons que l'Iran a été particulièrement touché par l'espionnage permis par la technologie «swiss made» truquée et vendue par le représentant de Crypto, Hans Bühler.

Ce sont les États-Unis et l'Allemagne qui ont espionné d'autres pays. Pourquoi la réputation de la Suisse en souffrirait-elle?
L'avenir dira si la perception extérieure de la Suisse a subi des dommages. Mais la perception intérieure de la Suisse est de toute façon affectée: l'image de pays neutre à laquelle tiennent tant de Suisses est endommagée. L'affaire des CryptoLeaks pourrait jeter un discrédit total sur la neutralité suisse (voir aussi le commentaire de notre invité, p. 15).

Crédibilité, confiance, image de soi: ce sont des facteurs subjectifs. L'affaire menace-t-elle aussi des intérêts économiques tangibles?
La Suisse possède une branche technologique en plein essor, qui dépend aussi de l'image de marque du pays. De plus, la Suisse souhaite se vendre comme une «place numérique propre», et promeut une initiative internationale dans le domaine de l'éthique. L'affaire des CryptoLeaks tombe très mal.

Sources pour approfondir la question:
Émission documentaire de la SRF sur l'affaire: ogy.de/crypto
Hans Bühler / Res Strehle: «Verschlüsselt: Der Fall Hans Bühler », réédition 2020, Wird & Weber-Verlag, ISBN 978-3-03922-044-1.

La neutralité, ce mensonge suisse

LE COMMENTAIRE DE NOTRE INVITÉ PATRICK FEUZ*

Une entreprise zougoise s'avère avoir été la plaque tournante d'une opération d'espionnage d'ampleur spectaculaire. À partir des années 1970, la CIA et le service de renseignement allemand ont mis plus de 100 pays sur écoute avec des appareils de chiffrement truqués fabriqués en Suisse. Les Américains ont ainsi espionné des gouvernements et des armées, peut-être jusqu'à récemment.

Les Allemands et les Américains ont par exemple mis sur écoute des généraux argentins pendant la guerre des Malouines, et des Gardiens de la révolution pendant l'occupation de l'ambassade américaine à Téhéran. Ils affirment avoir, par ces écoutes qui ont duré 50 ans, évité des malheurs. Il se pourrait bien qu'ils en aient aussi provoqué.

Quoiqu'il en soit, ces révélations font mal. Elles montrent que la neutralité, toujours sacro-sainte aux yeux des Suisses, n'est souvent sainte qu'en apparence. Les services secrets américains et allemands ont directement profité de notre neutralité et de notre bonne réputation technologique, deux éléments qui expliquent pourquoi tant de pays ont acheté nos appareils de chiffrement.

Des responsables suisses devaient savoir, ou du moins suspecter, que ces appareils étaient manipulés: dans le renseignement, l'armée, la justice et la politique. Car la Suisse, pendant la guerre froide, était de facto dans le camp de l'Ouest. Notre service de renseignement coopérait étroitement avec les Américains, et dépend aujourd'hui encore de leur aide.

C'est pourquoi on a fermé les yeux, et on les ferme encore.

Disons-le ainsi: la neutralité relève en quelque sorte du folklore. Au sens strict, elle ne fait qu'interdire à la Suisse d'adhérer à une alliance militaire. Mais, à ce jour encore, nous en faisons presque une raison d'être, proclamant que nous traitons tout le monde de la même manière et savons garder le silence. Les politiciens et les militaires trompent ainsi le peuple, et celui-ci se laisse volontiers berner. D'autant plus que cela permet aussi de faire de juteuses affaires.

Dans le cas des appareils de chiffrement truqués, il est tout de même probable que la Suisse paie après coup le prix de sa souplesse, tant politique qu'économique. Qu'il s'agisse des bons offices de nos diplomates ou des produits de nos firmes technologiques, ils pourraient être désormais moins demandés, faute de confiance dans l'indépendance de notre pays.

* PATRICK FEUZ EST JOURNALISTE, HISTORIEN, AUTEUR DE PLUSIEURS LIVRES SPÉCIALISÉS ET, DEPUIS 2015, RÉDACTEUR EN CHEF DU QUOTIDIEN BERNOIS «DER BUND».